

Petit déjeuner – débat avec M. Jacques RUPNIK, Professeur à l'IEP de Paris, directeur de recherches au CERI de la Fondation nationale des sciences politiques

EURODEFENSE FRANCE, 13 juin 2019

Les enjeux européens vus des pays de l'Europe du centre et de l'est

30 ans après la chute du mur de Berlin, 15 ans après l'élargissement, c'est un bon moment pour faire le point des relations entre l'UE et ceux qu'on appelle les nouveaux Etats-membres d'Europe centrale et orientale. Les objectifs ont-ils été remplis ?

Le schéma de départ était bien rodé : préparation de l'adhésion, nouveaux traités puis entrée et processus d'apprentissage conduisant à une intégration progressive. Or ce schéma paraît avoir évolué au cours de la période récente vers un fossé entre l'est et l'ouest.

Il faut d'abord souligner que nombre des difficultés imputées à « l'est » sont en réalité communes à l'ensemble de l'UE, en particulier les progrès du populisme. Combien de temps, d'ailleurs, reste-t-on un « nouveau membre » ? Pays postcommunistes, pays nouveaux-membres de l'UE, ces distinctions commencent à dater.

En outre, il n'y a pas que des divisions Est-Ouest, mais aussi Nord-Sud. Une crise en Italie de la zone euro serait beaucoup plus grave que le différend avec la Hongrie et ce qui divise l'est et l'ouest. Nous sommes en fait en Europe devant la conjonction de plusieurs crises, en particulier en termes de démocratie, de migration, de voisinage et d'euro.

I – Première crise, celle de la démocratie et de l'Etat de droit.

C'est la première fois que l'on doit recourir à l'article 7, même si cela n'aboutira pas car il faut l'unanimité et les Etats se protègent mutuellement. Non seulement la Hongrie et la Pologne sont concernées, mais aussi la Slovaquie, la Roumanie. Se trouvent au pouvoir des partis difficiles à qualifier, qui ne sont pas des dictatures mais font preuve d'un glissement autoritaire (affaiblissement de l'opposition, atteintes à l'indépendance de l'audiovisuel public et de la justice). La question de l'Etat de droit et l'acceptation des interventions de Bruxelles (vice-président de la Commission TIMMERMANS, courageux) créent un clivage et le sentiment d'être pointé du doigt injustement. On ne se gêne pas en Pologne pour stigmatiser les conditions de désignation des membres du Conseil constitutionnel en France, jugées peu exemplaires. Orban riposte aux critiques en s'en prenant à l'Etat de droit en Finlande !

Ce clivage a été aggravé par le Brexit et par l'élection de TRUMP. La leçon du Brexit pour ces pays est qu'il est justifié de rapatrier des pouvoirs de la Commission vers les Etats-membres, même s'il y a eu, dans un deuxième temps, une prise de conscience de ce qu'était en réalité le Brexit. Les Européens de l'Est se retrouvent « orphelins » après le départ des Britanniques car ils partagent, dans l'ensemble, une visio 'britannique' de l'UE. Même déception vis à vis de TRUMP qui avait d'abord soulevé l'enthousiasme des Polonais (cf. visite triomphale de TRUMP en Pologne) et d'Orban ou du président Tchèque. Quoi qu'il en soit, le contexte Brexit et TRUMP a donné une légitimité à une certaine revendication souverainiste.

Au delà du phénomène des démocraties « illibérales » à l'est, nous devons nous demander si un certain cycle libéral post-89 n'est pas épuisé : il s'agit en fait d'une tendance beaucoup plus générale.

II – Deuxième thème d'opposition, ce qui touche aux rapports démocratie-démographie.

Pourquoi ce refus d'accueillir des migrants ? Il faut tenir compte d'une expérience historique particulière. Les empires multinationaux sont devenus des États plurinationaux dans l'entre-deux-guerres, puis il y a eu, après l'extermination des Juifs et l'expulsion des Allemands, l'homogénéisation des États après 1945, renforcée par la guerre froide. On ne pouvait alors ni entrer, ni sortir. Les pays de l'est ne partagent pas la même histoire migratoire que nous. Bratislava, Prague, Varsovie sont sans immigrés du Sud, contrairement à nos capitales occidentales.

Ce sont des pays, en outre, en déclin démographique. Les populations vont vers l'ouest (1 million de Polonais en Grande-Bretagne, des Roumains, Bulgares et des Albanais en Italie, etc.). Du sentiment de vulnérabilité émerge une emprise identitaire renforcée.

III – Troisième clivage, politique étrangère et sécurité

Il s'agit d'abord de la question de l'élargissement de l'UE et de l'OTAN. Les pays de l'est sont avec l'Autriche de fervents partisans de l'élargissement vers les Balkans, pour eux un enjeu géopolitique important.

Le cas de la Macédoine représente une percée géopolitique majeure. Ayant obtenu le statut de candidat en 2005, la Macédoine n'a reçu aucune suite pendant plus d'une décennie. En 2008, s'agissant de l'élargissement de l'OTAN, la Grèce a mis son veto. Résultat : ce petit pays a plutôt basculé vers le nationalisme et la Russie. Une décennie a été perdue. Pourtant on a assisté à un effort pour mieux inclure la minorité albanaise au gouvernement et un compromis a enfin été trouvé avec la Grèce sur le nom. C'est un « mieux », auquel doit correspondre une réponse européenne. Sinon, les perspectives pour ce pays seront très sombres. On a ouvert des négociations avec la Serbie et le Monténégro. On devrait le faire avec la Macédoine. Par ailleurs, la question albanaise va se reposer. Il est important, dit l'orateur, de laisser les portes des négociations ouvertes pour de futurs élargissements vers les pays des Balkans, sans fixer de date précise, jugeant sur les progrès accomplis.

En matière de sécurité, l'OTAN reste l'alpha et l'omega. L'effet TRUMP ne les a pas dissuadés. Au contraire, en Pologne, l'idée est de renforcer les relations bilatérales avec les États-Unis (projet d'installation de bases militaires américaines en Pologne, pour 2 milliards de dollars, en une sorte de « fort TRUMP » si cela doit se faire). Certes ce genre d'orientation peut changer si une alternance politique devait intervenir en Pologne.

Plusieurs de ces pays ont augmenté leur budget de défense pour se rapprocher des 2% requis. L'Allemagne est à 1 % du PIB seulement, se comportant en « passager qui ne paie pas son ticket » comme cela se dit à Washington. Au fond, l'UE apparaît utile mais pour la sécurité seulement en complément. La notion de souveraineté européenne ne fait pas partie de la réflexion politique dans les pays de l'est européen.

A l'égard de la Russie, ces pays ont des attitudes diverses : les pays baltes et la Pologne sont très critiques à cause de l'Ukraine ; la Hongrie de Orbán est beaucoup plus accommodante (voyage de POUTINE à Budapest, respect des langues minoritaires en Ukraine, regret des sanctions, construction d'une centrale nucléaire avec financement russe). Slovaquie et Tchéquie, dans une posture intermédiaire, ont aussi des réserves vis à vis des sanctions, sans remettre en cause la position européenne.

La Chine est attractive pour tous les pays de l'est européen parce qu'elle est lointaine et donc

apparemment peu menaçante. Elle finance (train Belgrade-Budapest), elle réunit (16 + 1 en Croatie), avec de nombreuses perspectives d'achats et d'investissements et aucune critique sur les droits de l'homme.

Israël : rapprochement général des pays de Visegrad, mais la Pologne n'est pas venue au sommet de Jérusalem. Même ORBAN, qui joue sur l'antisémitisme à l'égard de SOLOS, est en bons termes avec NETANYAOU qui lui a fourni ses « communicants » pour la campagne électorale

Conclusion : on voulait avec l'élargissement l'approfondissement de l'Etat de droit mais il y a eu une cassure à partir de 2010 avec ORBAN. Les pays d'Europe centrale et orientale veulent plutôt recomposer l'Europe à leur image, sans la quitter. Réactions négatives à la lettre que le Président français a publiée dans les principaux journaux européens en mai 2019. Faire l'Europe à plusieurs vitesses ? Ils sont là aussi critiques. Ce qu'ils aiment détester, c'est le couple franco-allemand (crainte de « l'hégémonie »). Car ils ne veulent ni approfondir l'intégration ni la relégation à une deuxième catégorie.

Au final cependant l'UE est moins menacée par les résistances des pays de l'est que par des problèmes généraux trans-européens.

Réponse aux questions

L'adhésion a été conçue comme un prolongement de 1989. HAVEL et GEREMEK voyaient dans l'Europe plus qu'une unification économique, bien plus qu'un marché commun. Ainsi GEREMEK ne voulait pas que l'on choisisse entre la tradition des « Lumières » et celle de l'Europe chrétienne, mais assumer les deux héritages. Au total, il y a une contrainte géopolitique qui crée des limites à la dérive autoritaire. Bien que suspendu par le PPE, ORBAN n'a pas choisi de rallier l'alliance SALVINI/RN. Sortir de l'UE, pour aller où ? ORBAN réfléchirait à deux fois avant de sortir.

La présence ou la non-présence des troupes américaines est perçue comme un signe décisif de la paix et de la liberté. Pour les pays de l'est, les leçons ont été tirées de la longue histoire du XX^e siècle : le retrait américain de la scène européenne après 1918 et ses suites fâcheuses, le maintien américain bénéfique après 1945, la chute du mur de Berlin. Ils ont soutenu les Américains en Irak parce que, au fond, ils voulaient les Américains en Europe centrale.

Munich n'a pas non plus laissé un bon souvenir quant à la sécurité européenne. Enfin, pour certains, l'ossature d'une politique de sécurité européenne passerait à l'avenir par le triangle de Weimar. Pour cela il faudra l'alternance à Varsovie.

En Hongrie, le traité de Trianon a constitué un traumatisme majeur. Dénonciation de l'hypocrisie des Occidentaux. L'irrédentisme les a menés dans les bras de HITLER. Quant au régime actuel, il s'inscrit, en partie, dans la filiation du régime HORTHY : irrédentisme plus anti-bolchévisme. C'est surtout depuis l'arrivée d'ORBAN qu'a été abandonnée, dans les esprits, l'option d'une Europe qui pourrait atténuer les distances entre les pays issus de la Grande Hongrie.

Dans les Balkans, on observe la **mue progressive des politiciens locaux**, qui, de nationalistes radicaux, deviennent modérés puis euro-compatibles. C'est la même trajectoire pour le Serbe VUCIC. Le Kosovo constitue un obstacle sur cette route. Serbie et Kosovo ont signé un certain nombre d'accords sous l'égide de l'Europe et on ne doit pas sous-estimer la capacité qu'a démontrée la Commission européenne à amener les ennemis d'hier à composer. Mais il faut que

le train européen avance car c'est ce qui rend crédible une évolution constructive des dirigeants locaux. Donc il ne faut surtout pas fermer la porte à d'autres élargissements.

Roumanie : la question de la corruption et de l'Etat de droit peut évoluer dans deux directions. Populisme et démagisme sont une variante ; une autre consiste pour le peuple à invoquer l'Europe pour lutter contre la corruption. C'est ce qu'on observe, semble-t-il, en Roumanie où se crée un espace pour une alternance (nouveau parti centriste libéral avec un bon score aux européennes à Bucarest et en Transylvanie).

De même en **Slovaquie** : élection de Mme CAPUTOVA à la présidence et succès d'un parti de son obédience aux élections européennes.

A **Prague**, un 'populisme entrepreneurial' : le Premier ministre BABIS est sous pression pour abus de financements européens ; mobilisations, protestations mais sans débouché politique.

En Albanie, une réforme de la justice a été courageusement accomplie mais il faut un accompagnement politique. Or l'opposition a quitté le Parlement depuis six mois, ce qui crée des conditions de négociations avec l'UE défavorables. La question albanaise doit être découplée d'avec l'adhésion de la Macédoine.

La **Bosnie** est un pays d'une complexité inouïe. Chaque composante ethnique peut bloquer une loi au nom de ses « intérêts vitaux ». Le système se révèle en effet complètement bloqué, sous perfusion internationale. Le clientélisme s'y est développé. L'Américain Richard HOLBROOKE a pris les choses en mains avec brutalité mais nous devons encore méditer son livre « To end a war » (« *Comment mettre un terme à une guerre ?* ») . Il s'agit de combiner droit, justice et usage crédible de la force.